

BAISSER LES TAXES, BAISSER LES PRIX, il y a urgence !

Pouvoir d'achat, la fausse impuissance de Nicolas Sarkozy.

Les françaises et les français qui attendaient du Président de la République des réponses sur leur première préoccupation, le pouvoir d'achat, ne peuvent que ressentir colère et déception en ce début d'année. Nicolas Sarkozy nous le dit, en matière de pouvoir d'achat : circulez, il n'y a rien à voir.

Nous ne sommes pas tous logés à la même enseigne
En 2006, Bernard Arnault (LVMH) a touché l'équivalent de 27 000 années de Smic net en dividendes et les revenus de Louis Schweitzer (ex-Renault) se sont montés à un millénaire de Smic...

■ Sarkozy met nos vies en solde

La baisse du pouvoir d'achat qu'il consent à reconnaître, **c'est uniquement la faute aux 35h00, c'est parce que l'on ne travaille pas assez. Aussi il entend y mettre un terme cette année, d'autant plus vite que cela va faire baisser le montant des heures supplémentaire. En fait «travaillez plus mais moins cher», c'est son nouveau slogan.**

Il fait l'impasse totale sur la pénibilité du travail, la souffrance au travail attestée par toutes les études et dont l'augmentation très forte de la productivité par salarié-es rend partiellement compte.

Il n'aura pas un mot non plus sur les profits des entreprises et des actionnaires qui ne se sont jamais si bien portés.

■ Ceux qui se lèvent tôt voient leur salaire rogné, ceux qui dorment sur leurs rentes s'enrichissent

Les chiffres de la récente enquête de l'insee donnent la mesure de la situation (source INSEE «France Portrait social 2007») 30% des salariés gagnent moins de 956 € net par mois pour les hommes et 617 € pour les femmes.

50% des salariés gagnent moins de 1 368 € net par mois pour les hommes et 1 115 € pour les femmes. Voilà la réalité des salaires dans la France de 2007. Mais chacun a en tête les salaires fabuleux des

grands patrons du Cac 40, les parachutes en or des PDG remerciés par leur Conseil d'administration, l'augmentation du salaire du Président de la République qui a été triplé cet automne passant de 6 000 € net mensuel à 19 000 €.

Chacun peut faire cette autre comparaison, les 10% des ménages les plus pauvres ne possèdent en patrimoine que 2 110 € en moyenne, alors que les 10% des ménages les plus riches en possèdent 450 000.

Enfin, rappelons que depuis ces 20 dernières années, ont récupéré sur les salarié-es plus de 170 milliards d'Euros par an sur la plus value issue du travail.

■ Les patrons sont encouragés à payer moins.

Nicolas Sarkozy préconise pour le temps de travail, les heures sup. les négociations entreprise par entreprise, voire de gré à gré entre le salarié et son employeur. Il s'agirait là d'un retour aux conditions qui prévalaient au 19^e siècle, celles du «renard libre dans le poulailler libre». Et Nicolas Sarkozy nous dit «l'Etat n'a pas d'argent»... A aucun moment, Nicolas Sarkozy n'évoque les conséquences désastreuses du temps partiel imposé en premier lieu aux femmes, ni la précarité généralisée qui font qu'en France aujourd'hui plus de 7 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté, ni les exonérations de prélèvements sociaux, ni les réductions d'impôt des plus riches...

Les prix flambent, la vie est de plus en plus dure : il y a urgence !

■ **Ce président de la République qui bénéficie des largesses de ses amis milliardaires et qui affectionne tant la jet-set doit répondre aux exigences populaires. Il doit sans plus tergiverser :**

Convoquer une vraie négociation sur les salaires dans le privé et dans le public. Un vrai Grenelle tripartite, syndicats, employeurs, représentants de l'Etat.

Agir concrètement sur les inégalités de salaires Hommes/Femmes. On ne peut se satisfaire de déclaration d'intention. Il faut fixer le calendrier, engager dans chaque entreprise, publique ou privée, les collectivités territoriales, des conférences pour l'égalité, adopter des sanctions dissuasives contre ceux qui ne s'y soumettent pas, établir des procédures claires et simples de recours.

Engager une vigoureuse offensive contre le temps partiel imposé en premier lieu aux femmes qui nourrit la pauvreté et conduit parfois à l'exclusion sociale.

Faire cotiser les revenus financiers au même titre que les salaires, en modulant l'assiette des cotisations sociales pour pénaliser les entreprises qui font le choix de la finance contre celui du travail pour assurer une protection sociale de qualité.

Revaloriser le SMIC à 1 500 € mensuel, les pensions et retraites, relever les indemnités de chômage et allonger les durées d'indemnisation, **revaloriser les minima sociaux, RMI, minimum vieillesse, Allocation adultes handicapés... etc.** Notre pays compte plus de 7 millions d'hommes et de femmes vivant au dessous du seuil de pauvreté, ce n'est pas tolérable.

Bloquer les prix des loyers sociaux du public et du privé

Baisser la TVA sur les produits alimentaires de première nécessité de 5,5% à 5%. Et pour combattre les marges excessives des grands distributeurs tout en préservant des prix rémunérateurs aux producteurs, instaurons le double étiquetage prix de vente aux consommateurs / prix d'achat au producteur, (amendement communiste voté en première lecture le 27 novembre à l'AN).

Renoncer aux franchises pour l'accès aux soins et aux médicaments.

Baisser la Taxe intérieure sur les produits pétroliers et taxer les profits pétroliers de Total, 12 milliards d'euros encore cette année.

100 ans, 500 ans, jusqu'à 27 millénaires de Smic en une année. Même une fois les impôts payés (non comptabilisés dans les données ci-contre), les émoluments des grands patrons - publiés par le magazine Capital - demeurent considérables. Le millénaire de Smic de l'ex PDG de Renault, Louis Schweitzer (devenu président de la Haute autorité de lutte contre les discriminations et pour l'égalité, la Halde) ont de quoi faire rêver les salariés du groupe. Mais les plus gros bonus viennent des dividendes : avec 326 millions d'euros en 2006, Bernard Arnault (PDG de LVMH, numéro un du secteur du luxe) encaisse 27 000 ans de Smic. Et comme le souligne Capital, les revenus de certains ont augmenté de 25 % en un an.

D'autres moyens EXISTENT :

Le total des 500 plus grandes fortunes professionnelles de France est passé en un an, de 200 à 280 milliards d'euros et pèse désormais 15% du PIB contre 6% (il y a dix ans). Au cours de la décennie 1997-2007, le patrimoine professionnel des 500 plus grosses fortunes a triplé et a progressé trois fois plus vite que la richesse nationale. Cette richesse créée par les salariés doit bénéficier, pour partie, aux salarié-es.

Faire toute la lumière sur le pouvoir d'achat

Chaque mois nous découvrons le montant de l'indice des prix à la consommation (IPC) qui nous dit que tout va bien : l'inflation est maintenue dans des limites raisonnables +0,1 en moyenne. Pourtant, si l'on s'en tient à sa propre expérience, «tout augmente» ou presque.

Par exemple, de 2001 à 2006, la visite chez le médecin a augmenté de 20%, l'essence (bon an mal an) de 22%, le gazole et GPL +36%, le fuel domestique +66%. Les loyers n'ont cessé de progresser de près de 3% par an... etc. Or, l'indice IPC ne compte que pour 6% le coût du loyer alors que pour au moins 20% des familles le coût de celui-ci peut représenter 40% voire plus de leur «consommation» mensuelle. Et plus le revenu est faible, plus est important le poids des consommations obligatoires: alimentation, loyer, énergie, entretien de la voiture, assurances, santé et coût des crédits. Tous postes qui tiennent une place importante dans le budget. **Il est donc urgent de se doter d'un indice objectif** établi par un collège pluraliste indépendant du pouvoir.